Séance publique du 20 octobre 2003

Délibération n° 2003-1486

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Convention-cadre pluriannuelle passée avec l'association sportive de la communauté urbaine de Lyon (Ascul) - Subvention**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 1 octobre 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

L'association sportive de la communauté urbaine de Lyon (Ascul) a été créée en 1970. Elle a pour objet d'offrir à ses adhérents (membres des personnels de la Communauté urbaine, de la ville de Lyon et d'autres collectivités adhérentes) les moyens de pratiquer toutes les activités sportives qu'elle organise sous forme de sections.

A ce titre, elle reçoit des collectivités des subventions de fonctionnement ainsi que des moyens en locaux et en personnel mis à disposition par certaines collectivités, dont la Communauté urbaine.

Par délibération en date du 14 juin 1993, l'assemblée communautaire a décidé de répartir entre différentes associations du personnel une dotation égale à 0,275 % de la masse salariale de l'exercice. Cette répartition s'est appliquée jusqu'à l'exercice 2002.

La délibération en date du 19 avril 1999 a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle entre l'Ascul et la Communauté urbaine. Cette convention a pris fin le 31 décembre 2002.

Aux termes de cette convention, l'Ascul a fourni des données sur le nombre et l'origine de ses adhérents et invités, de telle sorte que la Communauté urbaine ne soit pas conduite à subventionner les activités de personnes non-membres de ses personnels.

Il est apparu en conséquence que la subvention de fonctionnement devait être assise sur le nombre réel d'adhérents de la Communauté urbaine à l'association plutôt que sur la masse salariale. Ce calcul, d'une part, de la subvention ne remet pas en cause le soutien que la Communauté urbaine apporte à l'Ascul en lui permettant de faire face à ses charges de fonctionnement.

D'autre part, des rapprochements avec la ville de Lyon ont conduit à harmoniser le mode de calcul des subventions.

La nouvelle convention, conclue pour une durée de cinq années à compter du 1er janvier 2003, fixe la contribution par adhérent membre du personnel à 130 € par an.

En sus de cette contribution, une subvention permettant à l'association d'assurer son fonctionnement serait allouée à l'Ascul. Pour 2003 elle serait de 100 000 €. L'évolution de ces deux parts serait indexée sur l'indice des prix à la consommation, série hors tabac, ensemble des ménages.

Par ailleurs la Communauté urbaine met à disposition de l'association des moyens en locaux et en personnels. La valorisation de ces moyens, pour lesquels des conventions particulières ont été signées, figure en annexe de la convention, annexe mise à jour chaque année par avenant. Cet avenant permet aussi d'ajuster la part de la subvention annuelle liée au nombre d'adhérents membres de la Communauté urbaine ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 14 juin 1993 et 19 avril 1999 ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que dans le délibéré, il faut lire au 4° paragraphe :

"La dépense en résultant sera prélevée pour 2003, soit 185 410 €, sur les crédits inscrits :

- au budget principal de la Communauté urbaine - compte 657 480 - fonction 01,

- au budget de l'assainissement - compte 671 380 - fonction 222

et pour les exercices suivants à inscrire :

- au budget principal de la Communauté urbaine - compte 657 480 - fonction 01,

- *au budget de l'assainissement - compte 671 380 - fonction 222.*"

DELIBERE

1° - Accepte les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Autorise monsieur le président à signer avec l'Ascul une convention-cadre pluriannuelle pour les exercices 2003 à 2007.

3° - Décide d'attribuer à l'Ascul une subvention composée :

- d'une part en fonction du nombre d'adhérents, fixée pour 2003 à 130 € par adhérent,
- et d'une part destinée au fonctionnement, fixée pour 2003 à 100 000 €.

Ces deux parts étant indexées sur l'indice des prix à la consommation, série hors tabac, ensemble des ménages.

4° - La dépense en résultant sera prélevée pour 2003, soit 185 410 €, sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - compte 657 480 - fonction 01 - et au budget de l'assainissement - compte 671 380 - fonction 222 - et pour les exercices suivants à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - compte 657 480 - fonction 01 et au budget de l'assainissement - compte 671 380 - fonction 222.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,